



COMMUNIQUE DE PRESSE

LA BAISSSE DU BUDGET DÉPARTEMENTAL

POUR LES COLLÈGES DE GIRONDE

En Gironde, la préparation des budgets 2024 dans les collèges, comme dans d'autres départements, se réalise dans un contexte d'inflation, d'augmentation des prix de l'énergie et de dotations aux collectivités territoriales en baisse.

Et qui paye la facture ? Les élèves. Pourtant, elles et ils ne sont pas responsables de la situation.

En effet, l'inflation est principalement due à l'augmentation des profits, à l'envolée des prix de l'énergie, conséquence de la libéralisation de ce secteur et à la baisse des subventions aux collectivités, revers du désengagement de l'État orchestré par Macron et son gouvernement.

Dans ce contexte, avec le SNES-FSU et le SNEP-FSU, la FSU ne renonce pas à exiger des moyens pour le service public d'éducation.

Dans toutes les instances, les élu.es de la FSU (SNES-FSU et SNEP-FSU) revendiquent une éducation de qualité pour toutes et tous les élèves dans toutes les disciplines et dénoncent la baisse des ambitions éducatives. C'est pourquoi les budgets doivent suivre, à minima, l'inflation.

Dans les Conseils d'administration des collèges, il est demandé aux représentant.es des personnels, des parents et des élèves de faire des choix pour absorber la baisse des subventions du Conseil Départemental en sacrifiant souvent les crédits pédagogiques. La FSU, avec les actions du SNES-FSU et du SNEP-FSU, soutient tous les personnels dans les collèges qui refusent de faire des choix : financer les photocopies ou plutôt privilégier les activités sportives pour acquérir, par exemple, le savoir nager quand il y a une piscine, ou avant tout favoriser les sorties scolaires, ou d'ores et déjà sanctuariser les projets ?

Un manque de moyens endémique tue à petit feu notre service public national d'éducation et les pansements départementaux sont en rupture de stock. Il y a urgence pour sauver notre École et ce n'est pas Attal avec son « choc des savoirs » qui fera progresser toutes et tous nos élèves pour en faire des citoyennes et des citoyens éclairé.es.

Catherine Dudès pour la FSU 33 (06 32 61 10 02).